

HUMANISME

coallia
pour l'insertion, vers l'autonomie

OUVERTURE - SOLIDARITÉ

Dimensions HUMAINES

N° 6 - JUILLET 2016

Le magazine de Coallia



D'AILLEURS ET D'ICI

40 ans d'immigration au foyer Guy Houist

SUR LE TERRAIN

**Vers
une certaine idée
du monde
ordinaire...**

ÉVÈNEMENT

**Regards croisés
sur la réinstallation
des réfugiés
syriens**

LE POINT SUR...

**Rénover le bâti,
c'est aussi
prendre en compte
l'humain**



PAGES 4 ET 5
SUR LE TERRAIN

40 ans d'immigration au foyer Guy Houist



PAGE 6
SUR LE TERRAIN

Vers une certaine idée du monde ordinaire...



PAGE 7
ÉVÈNEMENT

De la protection à l'intégration : regards croisés sur la réinstallation des réfugiés syriens



PAGES 8 ET 9
LE POINT SUR...

Rénover le bâti, c'est aussi prendre en compte l'humain



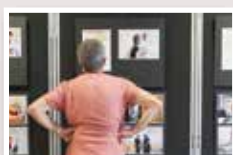
PAGE 10
LE POINT SUR...

De la rue à la réinsertion sociale durable (4^e partie)



PAGE 11
LES PETITES GAZETTES

Un Max d'infos au foyer de vie de la Ferté



PAGE 12
EN IMAGES

Le Cada de Sartrouville ouvre ses portes



A Rennes, les enfants du Cada réalisent une fresque pour célébrer les 40 ans du centre Guy Houist : le premier établissement Coallia destiné à l'accueil des réfugiés (lire p. 4-5).

Mobiliser toutes nos ressources

Coallia est au cœur d'une dynamique qui appelle plus que jamais à la mobilisation de tous nos moyens et de toutes nos ressources. Cette dynamique, directement liée à nos missions d'accueil et à notre engagement au service des publics fragiles, se traduit par la mise en œuvre du programme de réinstallation des réfugiés syriens, l'intégration dans nos moyens de 2000 places d'hébergement supplémentaires, l'ouverture de nouvelles plateformes pour l'accueil des demandeurs d'asile ou encore le renforcement des capacités d'hébergement en résidences sociales et pensions de famille. Coallia Solidaire, notre filiale d'accompagnement des personnes âgées, intégrera prochainement un troisième établissement donnant ainsi un nouvel élan à cette activité médico-sociale.

Cette phase de croissance nous conduit vers une stricte rationalisation de nos modèles de gestion, notamment au sein de nos foyers de travailleurs migrants et résidences sociales, où les dépassements des consommations en eau et électricité, la sur-occupation, la multiplication des activités informelles fragilisent nos équilibres. Coallia, avec les villes, les préfetures et chacune des autorités compétentes, œuvre pour ramener les conditions d'habitat des établissements en conformité avec le droit commun. Ce travail passe notamment par la mise en place d'activités de restauration collective associatives en lieu et place des cuisines illégales ou encore les tentatives de régularisation administrative et sociale des autres activités irrégulières. Ce processus devrait s'accélérer avec la récente nomination en interne d'un collaborateur spécifiquement chargé des relations avec les résidents.

Cependant, Coallia ambitionne d'aller plus loin, en proposant une réflexion sur l'évolution du cadre législatif dans le secteur du logement accompagné. Cette évolution permettrait non seulement de mieux répondre à nos ambitions, c'est à dire offrir à nos résidents un logement dans les conditions dignes qu'ils sont en droit d'attendre mais aussi d'améliorer concrètement nos conditions de gestion et optimiser toutes nos ressources à l'intention de nos publics toujours plus larges. Je remercie les équipes tant les opérationnelles que celles du *back office* pour leur mobilisation depuis le début de l'année. Elle est essentielle pour soutenir ces objectifs.



Franck Calderini, Directeur général

Dimensions HUMAINES - Le magazine de Coallia - ISSN : 2431-7055

Directeur de publication : Franck Calderini - Responsable de rédaction : Déborah Poulvelarie

Ont participé à la rédaction de ce numéro : Brahim Afatach, Jamal Attaf, William Aouad, Isabelle Costa, Olivier Delporte-Fontaine, Rachel Ferriot, Philippe Perales et Fatimata Sall. Photo de couverture : Coallia

Imprimé à 3600 exemplaires par l'imprimerie Eaux Claires/Notre Dame (38) - Création graphique et mise en pages : www.caramel-et-paprika.fr

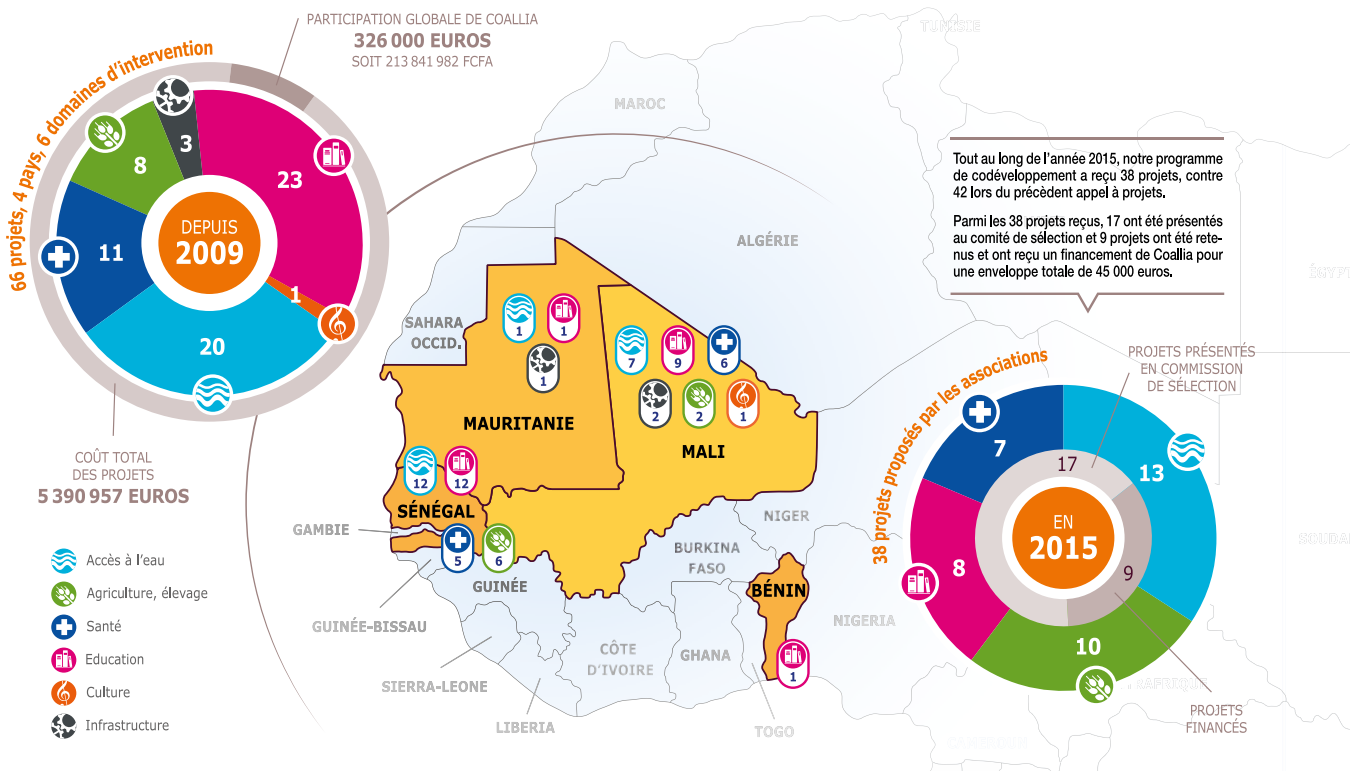
Contact : La Lettre de Coallia - 16-18 cour Saint Eloi - 75592 Paris cedex 12 - www.coallia.org

Tél. 01 53 46 38 13 - Fax 01 53 46 39 00 - courriel : lalettre@coallia.org

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Codéveloppement : 7 ans de mobilisation

Depuis le lancement de son dispositif de financement de projets de solidarité internationale, Coallia a cofinancé 66 projets liés à l'éducation, la santé ou encore l'accès à l'eau potable, portés par les résidents des foyers de travailleurs migrants et résidences sociales gérés par Coallia. Outre le cofinancement de projets, ce dispositif tend à capitaliser les expériences, promouvoir et partager ces initiatives via un réseau de partenaires financeurs et opérateurs d'appui, impliqués dans le champ de la solidarité internationale et du codéveloppement. Au cours de l'année 2015, 9 projets ont vu le jour avec le soutien financier de Coallia. L'accès à l'eau potable est, pour cette année, la thématique mobilisant le plus les associations de migrants devant l'agriculture, l'éducation et la santé.



ACTUALITÉS

ETROCHEY (21)

Etrochey fête le partage

Au centre d'accueil pour demandeurs d'asile d'Etrochey (Côte-d'Or), on fête... le partage ! Le 5 juin, partenaires (Restos du Cœur, Secours Catholique, professeurs des écoles, représentants de la mairie), bénévoles, riverains et, bien sûr, salariés et résidents sont venus partager un moment convivial. Chacun a apporté un plat de son pays ou de sa spécialité et des musiciens ont animé la journée : *Akrofolk* (groupe local de musique des Balkans), groupes de percussions africaines de l'école de musique de Châtillon-sur-Seine et les *Why Not*, un groupe local de variété française et internationale.

Cet après-midi convivial et riche en échanges a rassemblé une cinquantaine de personnes dans un bel esprit de solidarité, joie et partage.

Rachel Ferriot, Cheffe de service



CERGY (95)

Une nouvelle plateforme d'accueil des demandeurs d'asile dans le Val-d'Oise

La commune de Cergy dans le Val-d'Oise accueille depuis le 6 juillet la plateforme d'accueil des demandeurs d'asile du département (Pada). Cette structure gérée par Coallia aura pour mission la maîtrise du flux des arrivées de migrants dans le département. Elle leur fournit une adresse postale s'ils n'en ont pas ainsi qu'un d'accompagnement administratif et social dans leur nouvelle vie.

C'est donc en présence des représentants de la préfecture, d'associations partenaires comme la Croix Rouge et des équipes de Coallia que fut célébrée l'ouverture de cette plateforme, dans des locaux rénovés et adaptés à leur nouvelle fonction.

Retrouvez l'événement en images sur www.coallia.org/233-dimensions-humaines-le-magazine-de-coallia.htm



Fresque réalisée par les enfants du Cada en partenariat avec l'association Agapé en Action.

D'AILLEURS ET D'ICI

40 ans d'immigration au foyer Guy Houist

Coallia est aujourd'hui un acteur majeur de l'accueil des demandeurs d'asile en Ille-et-Vilaine et dans les Côtes-d'Armor. Le foyer Guy Houist, à Rennes, est au cœur du dispositif : c'est le premier établissement de Coallia à avoir accueilli des travailleurs migrants et des réfugiés.



2 JOURS DE FÊTE POUR 40 ANS D'HISTOIRE

Le foyer Guy Houist a fêté ses 40 ans en organisant deux jours de festivités sous le parrainage d'Al'Mata, caricaturiste, réfugié en France depuis 25 ans. L'événement a été inauguré en présence de Frédéric Bourcier, Adjoint au Maire de Rennes, Christine Royer, Sous-préfète chargée de mission. Au programme : fresque, table ronde, exposition et concerts.

Plus d'infos en images sur www.coallia.org/233-dimensions-humaines-le-magazine-de-coallia.htm

“Une histoire commune lie Coallia, la mairie de Rennes et l'agglomération Rennes Métropole, une histoire qui perdure”, raconte Odile Grellet, Directrice de l'Unité territoriale (UT) Ille-et-Vilaine. Ce lien fort a été évoqué les 16 et 17 juin derniers à l'occasion du 40^e anniversaire du foyer Guy Houist, où les représentants de la Ville de Rennes et de la préfecture ont rappelé leur attachement à Coallia à travers 40 ans de collaboration.

Un outil qui a porté ses fruits

Luc Mainguy a dirigé le foyer Guy Houist de 1974 à 1991. Il est fier du travail accompli.

“Le foyer a été construit en 1974, par l'office municipal d'HLM de la Ville de Rennes, à la demande de l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés (ASTI) pour répondre aux besoins en logements décentes. En février 1975, nous avons accueilli un premier groupe de

travailleurs turcs, puis des Portugais, des Espagnols, des Algériens, des Tunisiens et aussi des Français venus travailler dans l'usine de Citroën.

En 1975, après la chute de Phnom Penh et de Saigon, les réfugiés du Viêt-Nam, du Cambodge et du Laos ont afflué en France et, en l'espace de deux mois, une centaine de personnes, dont des familles avec des enfants en bas âge, sont arrivées. Et pendant 10 ans ces vagues d'arrivées se sont prolongées. C'est à partir de là que nous avons mis en place un service social, négocié avec les écoles deux postes d'instituteurs spécialisés pour l'accueil des enfants et créé un poste d'aide puéricultrice qui assistait au foyer un jeune médecin cambodgien. En 1976, sept enfants sont nés au foyer !

Progressivement j'ai étoffé l'équipe avec la création d'un poste d'agent social, une lingère, un agent pour la recherche d'emplois, deux formateurs, une secrétaire-comptable, un adjoint technique,



A la demande de l'Etat, Coallia ouvre cette année 9 plateformes d'accueil des demandeurs d'asile (Pada), dont 5 en Ile-de-France.



LE RÉSEAU LOUIS GUILLOUX PARTENAIRE DE COALLIA

Installé à Rennes depuis 1991, le réseau Louis Guilloux a été créé pour prendre en charge des patients atteints du VIH. Depuis, il a agrandi ses activités avec, notamment, la création d'un pôle santé migrants.

C'est dans ce contexte que l'association travaille régulièrement avec Coallia : *"Notre objectif est de prendre en charge les personnes médicalement quand elles ont une difficulté d'accès aux soins (ex : droits non ouverts) et / ou qu'elles ont des difficultés à communiquer, explique Joëlle Plemevaux, Directrice du réseau. Le centre Guy Houist est un interlocuteur important. Une infirmière du réseau visite toutes les semaines les centres accueillant des migrants. Pour aider les travailleurs sociaux, nous assurons la coordination médicale et nous menons des actions de prévention sur des sujets tels que les troubles du sommeil, les problèmes dentaires mais aussi le dépistage du VIH, de l'hépatite et de la tuberculose".*

Chaque année le réseau Louis Guilloux reçoit 1 200 patients.

des agents d'entretien. Il fallait aider les familles dans leurs démarches administratives, les soins médicaux, etc.

La population du centre a aussi évolué, venant d'Afrique, d'Amérique centrale, des pays de l'Est. Un centre comme celui-ci vit au rythme de la misère du monde. C'est aussi ce qui en fait sa grandeur !

Pendant 5 ans de 1974 à 1979, j'étais quasi autonome dans la gestion du foyer avec le soutien de France Terre d'Asile. Progressivement grâce à un changement d'orientation, une politique d'ensemble a été mise en place par l'Aftam⁽¹⁾ avec une coordination soutenue entre les directeurs d'établissements et le siège que j'ai rejoint en 1991 comme Responsable du développement social.

Ce dont je suis le plus fier c'est d'avoir mis sur pied une équipe : en 1974 j'ai démarré seul, en janvier 1975 nous étions 5, et quand je suis parti en 1991, le foyer comptait 27 salariés. Ce qui me touche le plus aujourd'hui, c'est que l'outil que nous avons mis en place a porté ses fruits et je peux encore me féliciter d'avoir formé du personnel fidèle qui m'a toujours su gré de lui avoir donné des orientations humanitaires et sociales."

Une histoire qui accompagne les migrations

"Mon parcours est un modèle en matière d'intégration", raconte Oahn Oahn Diep, arrivée au centre provisoire d'hébergement (CPH) Guy Houist à l'âge de 25 ans. Trois mois après, elle y travaillait comme interprète, puis comme travailleur social.

Aujourd'hui, Oahn Oahn Diep est Cheffe de service, chargée de l'accueil des réfugiés et de la coordination pour les Côtes-d'Armor et l'Ille-et-Vilaine. Elle dirige plusieurs équipes.

L'histoire du foyer Guy Houist accompagne celle des vagues de migration et des évolutions législatives : *"Au CPH, notre finalité a toujours été l'insertion du public", explique Oahn Oahn Diep. "Avant 1990, le statut de réfugié s'obtenait à 90%. Ensuite, ce taux a beaucoup baissé. Nous avons continué à travailler avec les autorités préfectorales pour régulariser les situations administratives".*

En 1992, le droit au travail est retiré aux demandeurs d'asile. Un Cada (centre d'accueil pour demandeurs d'asile) est créé au sein du foyer puis, en 2000, un service d'hébergement temporaire pour faire face au nombre croissant d'arrivées de personnes en attente d'une place en Cada. *"Aujourd'hui, un demandeur d'asile qui arrive à Rennes peut passer par tous les services de Coallia : Pada⁽²⁾, CAO⁽³⁾, Cada... Il y aura toujours une structure pour l'accueillir. Et lorsque des personnes reviennent nous voir pour nous donner des nouvelles, c'est une grande satisfaction. La reconnaissance professionnelle exprimée par les partenaires avec qui nous travaillons est aussi une grande source de fierté".*

Le vaisseau amiral de la Bretagne

L'Unité territoriale de Bretagne possède une longue histoire et des compétences reconnues par les collectivités locales, les partenaires locaux, les administrations.

"Tous ont besoin de nos compétences en matière d'accueil des étrangers", confirme Oahn Oahn Diep. "D'où notre place privilégiée dans les instances de décision locales".

Aujourd'hui le centre *"est le vaisseau amiral des trois départements : Ille-et-Vilaine, Côtes d'Armor et Loire Atlantique",* aime à dire Odile Grellet. De nouvelles structures ont été ouvertes : un centre d'accueil dédié aux femmes à Nantes et plusieurs CAO à Cancale, La Guerche de Bretagne, Saint Briec, soit près de 175 places. *"Une mission de prospection a été menée par deux salariés de Coallia pour trouver de nouveaux sites. Nous avons développé un véritable savoir-faire en matière de CAO. Nous travaillons en partenariat avec la Croix Rouge et les associations. Notre objectif est que les personnes s'autonomisent au point de pouvoir quitter les centres d'accueil".*

Isabelle Costa, Rédactrice

⁽¹⁾ Ancien nom de Coallia - ⁽²⁾ Pada : plateforme d'accueil de demandeurs d'asile - ⁽³⁾ CAO : centre d'accueil et d'orientation



PHOTO : D. BONHOMME

Les premiers cepes de vigne "Coallia".

APT (84)

Vers une certaine idée du monde ordinaire...

Après la production maraîchère, la poterie, les terres d'ocre et les fromages, l'Esat Tourville d'Apt (Vaucluse) se lance dans la viticulture. Un nouveau vecteur d'accompagnement et d'insertion pour cet établissement unique à Coallia.

Le 18 avril dernier, alors que les premières lueurs de l'aube laissaient place aux flamboyantes bigarrures des aurores provençales, les vigneronnes de l'Esat⁽¹⁾ Coallia-Tourville étaient déjà au travail, manches retroussées et outils en main. Objectif : faire jaillir du premier de ces six hectares de terre secs et caillouteux, de gracieux pieds de vigne.

Diversifier les produits mais aussi les modes d'accompagnement

Après plusieurs mois d'apprentissage, d'analyse des sols et facteurs environnementaux comme l'ensoleillement, l'exposition aux vents ou à l'humidité, six pensionnaires de l'Esat étaient fin prêts à se lancer dans cette nouvelle activité qu'est la viticulture.

Déjà rompu aux techniques agricoles, notamment le maraîchage, l'Esat a bien mesuré les enjeux d'une telle initiative. D'abord diversifier son offre d'accompagnement et d'insertion auprès de publics en difficulté, en proposant une palette de savoir-faire particuliers. La viticulture incite au travail en équipe, au partage des connaissances, à l'entraide mutuelle,

ce qui participe à l'aisance relationnelle. Elle demande aussi de solides compétences techniques, notamment pour l'usage d'appareils mécaniques ou motorisés, et de s'adapter aux aléas du quotidien comme les pannes ou la météo, le tout dans la perspective de prendre le chemin du monde ordinaire. Les formations ont été assurées grâce à un solide partenariat entre l'Esat et la coopérative viticole Sylla, toute proche.

Coallia, acteur du patrimoine local

Autre enjeu déterminant pour l'Esat : asseoir la notoriété et la qualité des produits issus de ses modes de production, lesquels sont raisonnés, respectueux des conditions de travail et de l'environnement.

Dans un patrimoine local déjà bien riche de prestigieux vignobles et appellations, il est également question pour l'Esat de contribuer à perpétuer des savoir-faire viticoles. Le grenache et la syrah sont les deux cépages choisis pour arborer cette étendue de terre. D'autres pieds de vigne seront plantés dans les années à venir, afin d'étaler l'investissement humain et financier à moyen, voire à long terme.



La production de l'Esat est vendue toutes les semaines au marché d'Apt par les producteurs eux-mêmes.

LE SAVIEZ-VOUS ?

En 1967, la mairie d'Apt reçoit en legs une propriété agricole de 35 hectares, par les époux Tourville, avec pour mission spécifique d'en faire un centre pour enfants en situation de handicap. Par la suite, une association loi 1901, affiliée à l'Unapei (fédération d'associations de représentation et de défense des intérêts des personnes handicapées mentales et de leurs familles), a développé son activité, au fil des années, en créant 6 établissements et services regroupés sous le terme "du complexe Tourville".

En juillet 2013, Coallia a fusionné avec l'APEI d'Apt, qui porte aujourd'hui le nom de "Centre Coallia Tourville".

La première vendange devrait avoir lieu d'ici trois ans et il est déjà prévu, dès l'année prochaine, de cultiver deux nouveaux hectares de vigne.

S'occuper d'une vigne, c'est aussi renouer avec le temps, à une époque où tout va très vite : attendre la floraison, vivre la saison des vendanges, entretenir les sols tout au long de l'année, maîtriser les techniques de la taille. C'est aussi s'investir dans un projet collectif et se réjouir ensemble de voir, de façon tangible, le fruit de son travail. C'est enfin être l'artisan discret et méconnu – pas forcément celui auquel on pense lorsqu'on déguste un verre de vin – qui a su par son travail et sa persévérance donner à la nature le moyen de produire le raisin qu'on attend d'elle.

En complétant ses activités déjà riches (poterie, maraîchage, chèvrerie/fromagerie, etc.) par la viticulture, l'Esat Tourville mise sur un avenir cohérent et responsable au centre duquel l'humain est l'artisan d'un projet fédérateur et exigeant. En somme, il accompagne chacun de ses pensionnaires vers une certaine idée du monde ordinaire...

Philippe Perales, Formateur informatique

⁽¹⁾ Etablissement et service d'aide par le travail

HÉBERGEMENT SOCIAL

De la protection à l'intégration : regards croisés sur la réinstallation des réfugiés syriens

A l'occasion de la journée mondiale des réfugiés le 20 juin, Coallia organisait, en collaboration avec le réseau Coallia Soleil, un colloque consacré à l'intégration des personnes sous protection, à partir d'un retour d'expérience sur le programme de réinstallation des réfugiés syriens.

Depuis deux ans, Coallia est engagée dans la mise en œuvre du programme de réinstallation des réfugiés syriens, en lien avec l'Etat, les élus locaux, les bailleurs sociaux, les différents services publics et les acteurs associatifs. Un dispositif exemplaire à de nombreux égards : accès direct au logement, accélération des procédures, accès aux droits sociaux facilité. Un retour d'expérience était d'autant plus pertinent que la France s'est engagée à réinstaller 8 000 réfugiés syriens d'ici à fin 2017, soit environ 500 personnes par mois.

Penser la politique d'intégration en même temps que la politique d'accueil et renforcer la maîtrise de la langue

Devant l'ampleur du défi migratoire, l'accent est souvent mis sur la politique d'accueil, au détriment de la politique d'intégration. Selon Djamel Cheridi, Directeur de l'hébergement et du logement accompagné chez Coallia, il faut pourtant construire ces deux politiques dans le même temps : "Il n'y a pas le temps de l'urgence, qui serait celui de l'accueil, et le temps de l'intégration, que l'on pourrait remettre à plus tard".

Au cours des différentes tables rondes thématiques, la langue a successivement été identifiée comme un préalable à l'intégration, tant au niveau de l'accès à la

santé que pour l'insertion professionnelle. Pour Emmanuelle Cosse, Ministre du Logement et de l'Habitat durable, qui prononçait le discours de clôture du colloque, "maîtriser la langue et les codes de la société française, c'est une condition de réussite et d'épanouissement pour les réfugiés que nous allons accueillir".

Le rôle central de la société civile

"J'ai confiance en la capacité des citoyens", a déclaré Marie-Anne Chapdelaine, Députée d'Ille-et-Vilaine. "Qu'il s'agisse de citoyens, de collectifs ou d'associations, je ne compte plus les heureuses actions qui ont pu être prises". L'engagement citoyen a également été illustré par l'exemple de la résidence COS Saint Philibert, une maison de retraite dans laquelle des résidents se sont engagés volontairement à devenir les référents de familles de réfugiés syriens. Au menu de cette rencontre entre les cultures et les générations : des cours de français et beaucoup de sourires de la part des personnes âgées et de Tarek, Roula, Jawad, Yazan, Najhay... leurs protégés depuis février.

Ainsi, afin de s'appuyer sur l'engagement citoyen pour renforcer l'intégration des réfugiés, Coallia mettra en place, dès septembre 2016, un programme de parrainage visant à mettre en lien des volontaires de la société civile et des réfugiés.



RÉUNIR DES ACTEURS MAJEURS DE LA POLITIQUE D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION

Ce colloque était l'occasion de réunir des acteurs majeurs de la politique d'accueil et d'intégration en France. Etaient notamment présents Emmanuelle Cosse, Ministre du Logement et de l'Habitat durable, Jean-Jacques Brot, Préfet chargé de la mission de coordination pour l'accueil des réfugiés syriens et irakiens auprès du directeur général des étrangers en France, Marie-Anne Chapdelaine, Députée d'Ille-et-Vilaine, Jean-Yves Leconte, Sénateur représentant les Français établis hors de France, Ian Brossat, Adjoint à la Maire de Paris, Chargé de toutes les questions relatives au logement et à l'hébergement d'urgence, Bernard Moraine, Maire de Joigny (Yonne), Didier Leschi, Directeur général de l'OFII, Sylvain Mathieu, Délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement (DIHAL), Louis Gallois, Président de la FNARS (Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale).

EN BREF

MÉDICO-SOCIAL

Une journée professionnelle consacrée aux familles

Le 3 mai, Coallia réunissait une soixantaine de salariés de la filière médico-sociale, des membres des associations partenaires du réseau Coallia Soleil ainsi que des experts, afin de partager autour du "cadre de la collaboration avec les familles" au sein des établissements médico-sociaux : un sujet central dans l'accompagnement des personnes âgées dépendantes ou des personnes handicapées. En effet, nombre de personnes accompagnées par les établissements et services médico-sociaux de Coallia sont insérées dans un système familial dont les professionnels doivent tenir compte. L'association des familles à la mise en œuvre, voire à la définition du projet personnalisé, est recherchée car les

proches disposent d'une connaissance du parcours de vie et des habitudes de la personne qui s'avère précieuse. Les membres de la famille peuvent également être sollicités pour mobiliser les capacités des personnes accompagnées.

Les interventions de Géraldine Chapurlat, Consultante, Avocate de formation, et de Jean-François Croissant, Psychologue, Clinicien, Formateur en thérapie systémique familiale, ont toutefois permis d'éclairer l'importance de fixer un cadre aux familles, afin d'éviter qu'elles ne viennent perturber le fonctionnement des établissements et services médico-sociaux, comme cela est parfois le cas.

Les interventions de Lucien Legay, Administrateur de la Fédération nationale des personnes âgées et de leur famille (FNAPAEF) et celle de Jean-Baptiste Briol, Administrateur de l'association *Nous Aussi*, ont également permis de rappeler l'importance de la prise en considération de la parole des personnes accompagnées.

Ces débats donneront lieu à une restitution dans un document qui permettra aux participants d'accéder à des applications concrètes des discussions de la journée et, ainsi, confronter la théorie avec leurs expériences.

William Aouad
Assistant de communication



Perspective de la future résidence sociale Hautpoul dans le 19^e arrondissement de Paris.



Résidence sociale du Bourget (93) après la première phase de travaux.

MOUS

Rénover le bâti, c'est aussi prendre en compte l'humain

La maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) est un maillon indispensable du processus de rénovation des foyers de travailleurs migrants en résidences sociales. Chez Coallia, elle est assurée par quatre chargés d'intervention sociale qui accompagnent les résidents tout au long du processus de relogement : rénover le bâti c'est aussi prendre en compte l'humain.

Le passage d'un ancien foyer de travailleurs migrants à une nouvelle résidence sociale ne se fait pas sans craintes, sans réticences et parfois sans heurts. Quitter un lieu de vie, occupé parfois près de 40 ans, rompre avec ses automatismes, quitter ses repères nécessite un accompagnement. C'est la mission de Sébastien Biscaro, Elisabeth Cordier, Mohamed Elaribi et Malika Yahia, les quatre Chargés d'intervention sociale dévolus aux Mous relogement chez Coallia.

En premier lieu, il s'agit d'évaluer la situation de chaque résident : repérer des difficultés sociales pouvant faire obstacle au relogement, préconiser des orientations si nécessaire et recueillir les souhaits de relogement. Le chargé d'intervention sociale est, avec le responsable d'hébergement, l'interlocuteur privilégié du résident pour expliquer le projet et le déroulement du chantier et rappeler les options de relogement.

Basés sur le dialogue, ces échanges peuvent parfois relever de la négociation, voire de *"l'art de la persuasion"* indique Malika Yahia. Malgré les éventuelles divergences, le chargé d'intervention sociale élabore un plan de relogement, toujours en adéquation avec les souhaits

du résident et les contraintes techniques et financières. Ensuite, vient l'étape du déménagement.

Accompagner le changement

Dans les faits, la Mous relogement prend part à la logistique du déménagement avec les équipes d'exploitation. Elle accompagne les résidents lors de la visite des logements. *"On reconnaît l'équipe Mous à leur sac à dos, souvent bien rempli, leur ordinateur portable, leur liste de résidents et les cartons de déménagement sous le bras"* s'amuse Sébastien Biscaro.

Néanmoins, pour cette équipe mobile, l'accompagnement des résidents ne s'arrête pas au seuil de la porte du nouveau logement. Il se poursuit au-delà pour favoriser l'intégration dans le nouvel habitat et la sensibilisation aux nouvelles règles de fonctionnement du site. Il faut pour cela des actions collectives sur des thèmes comme le tri sélectif, la sensibilisation aux économies d'énergie ou encore l'entretien du logement. Des outils qui doivent participer au changement de pratiques. *"Le relogement c'est plus qu'un déménagement : c'est une véritable mutation !"* enchérit Mohamed Elaribi.

Mobiliser les partenaires

Totalement imbriquée aux projets de rénovation des foyers, la Mous relogement ne saurait assurer sa mission sans un travail collaboratif impliquant plusieurs acteurs. Naturellement, il y a les équipes d'exploitation et celles du siège. Mais accompagner les résidents dans le processus de relogement passe aussi par la mobilisation et le travail en partenariat avec les bailleurs sociaux, les collecteurs d'Action logement, les services logement des communes et de l'État pour trouver des solutions de relogement adaptées aux résidents.

Si les sites de desserrement⁽¹⁾ des foyers parisiens sont spécialement dédiés, sur d'autres territoires, la rénovation des FTM peut constituer, pour les résidents, une opportunité d'accéder plus facilement à un logement de droit commun. À Méru dans l'Oise et au Bourget en Seine-Saint-Denis, 9 résidents ont pu accéder au parc social. Un chiffre à ne pas minimiser au regard de l'impact social produit par ces relogements : *"Monsieur D., ancien résident au Bourget vient me voir presque tous les jours pour me remercier et dire à quel point il est content"*, conclut Elisabeth Cordier.

L'équipe Mous relogement

⁽¹⁾ Structure d'hébergement temporaire, permettant aux résidents d'un foyer de travailleurs migrants en cours de rénovation, d'être logés pendant la durée des travaux avant d'intégrer le nouvel établissement.

MOUS

Les opérations phares

Chapeauté par Séverine Etcheçahar, Conseillère technique à la direction de l'Hébergement et du Logement accompagné, l'équipe Mous relogement accompagne la rénovation de foyers Coallia depuis maintenant dix ans dans le cadre du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants. L'occasion pour les chargés d'intervention sociale de revenir sur quelques chantiers d'envergure.



Mohamed Elaribi

À Méru, bientôt une résidence sociale et un Cada flambant neufs

À Méru dans l'Oise, le foyer de travailleurs migrants et le centre d'accueil pour demandeurs d'asile font, depuis mars 2006, l'objet d'une démolition reconstruction qui, à l'horizon 2017, laissera place à une résidence sociale de 90 logements et un Cada (centre d'accueil pour demandeurs d'asile) de 38 places.

L'accompagnement des résidents s'est traduit par le relogement de 140 d'entre eux, en colocation, au sein du parc social pendant le chantier, dont une dizaine à titre définitif. Opportunité rendue possible grâce au partenariat tissé avec les équipes d'exploitation. Aujourd'hui des ateliers thématiques sur le mode de vie en habitat autonome sont mis en place pour préparer l'intégration dans les nouveaux locaux.

Si cette opération touche à sa fin, le travail de Mohamed Elaribi se poursuit à Montreuil, dans le cadre de la réhabilitation du foyer Bara, avec ses 410 résidents en titre. Cette opération a permis dans un premier temps de reloger 42 résidents dans la nouvelle résidence sociale Hayeps à Montreuil et prévoit le relogement, en octobre 2016, de 115 résidents dans la résidence sociale Voltaire sur la même commune.

900 relogements en 2015 pour la Mous de Paris

A Paris, la Mous relogement, c'est un binôme fortement mobilisé depuis 2008, qui assure le suivi et le relogement des résidents d'une dizaine de foyers en restructuration. En 2014, 760 résidents étaient concernés par les opérations de relogement et 900 en 2015.

Un rythme qui devrait se maintenir jusqu'à l'horizon 2017 avec l'ouverture programmée des nouvelles résidences sociales en lieu et place des anciens foyers de travailleurs migrants Terres au Curé (13^e), Retrait (20^e), Hautpoul, Lorraine et Romainville (19^e).



Malika Yahia



Sébastien Biscaro



Isabelle Cordier

Le Bourget, un chantier d'envergure et 300 résidents en cours de relogement

Près de 300 résidents officiels vivent dans le foyer du Bourget en Seine-Saint-Denis. Un établissement fortement dégradé et excentré du centre-ville. En 2019, il laissera place à une résidence sociale de 255 logements de type studios.

La perte de capacité et le phasage complexe de l'opération nécessitent depuis près d'un an la présence sur site d'Elisabelle Cordier, Chargée de la Mous, et une forte mobilisation des acteurs du logement (État, Ville, Action logement, bailleurs sociaux et Coallia) pour apporter les solutions de relogement et respecter les délais de chantier.



Le centre d'accueil de jour Coallia de Soissons, adossé à un centre d'hébergement, permet aux personnes à la rue d'avoir accès à un espace pour se laver, se restaurer ou se reposer. L'accueil de jour est une première étape vers la sortie de la rue.

ACCUEIL DES SANS-ABRI

De la rue à la réinsertion sociale durable (4^e partie)

Dans ce quatrième volet de notre série sur les sans-abris, tournons-nous vers les problématiques liées à la "sortie de la rue".

Ne plus dormir sur la rue : des abris de fortune...

Certains sans-abri vivent en groupe dans des immeubles ou maisons abandonnées sans aucune fourniture d'énergie. Ils ont un toit qui les abrite des intempéries et ne fréquentent que très rarement les centres d'hébergement d'urgence. Ils aménagent leur vie et cherchent à être discrets. En revanche, ils fréquentent les structures comme les accueils de jour afin de pallier leurs besoins primaires tels la nourriture ou les vêtements. Parfois, ils récupèrent des poêles à charbon, une radio et du matériel qui leur permet de créer leur propre chez-soi.

On peut découvrir, sur les bords du périphérique parisien, ce que certains nomment des "cabanes de l'espoir" : des habitats construits avec de la tôle, du bois et objets en tout genre par ceux qui ont perdu l'espoir de toute réinsertion dans un logement normal ou dans un hébergement. Ces derniers s'habituent à un lieu et peuvent avoir, par la suite, des difficultés à vouloir en partir même si un logement leur est proposé.

Les sans-abri font refuge de tout ce qu'ils peuvent. Jean, que j'ai rencontré dans un accueil de jour, dormait dans le sas d'entrée d'une banque par exemple. D'autres

recherchent des trains, des halls d'immeubles ou des abris de bus. Mais il est de plus en plus difficile de dormir dans ces lieux. Fréquemment, les maisons abandonnées sont bétonnées pour éviter les squats, les bancs de métro ou d'abribus transformés pour qu'on ne puisse pas s'y allonger. Il ne reste plus alors qu'à dormir "sur la rue" ou dans d'autres endroits comme les urgences des hôpitaux.

Mais comment sortir alors de la rue ?

Plus la personne sans-abri a vécu longtemps dans la rue, plus il lui sera difficile de se réhabituer à une vie dans un habitat normal. Au départ, il n'est pas rare que ces derniers ne dorment pas dans un lit mais par terre. Certains se sentent enfermés comme emmurés ou claustrophobes.

Il est alors nécessaire d'avoir des connaissances pointues autour de la santé, de la psychologie et une méthodologie en travail social pour accompagner ce public. La formation obligatoire de travailleur social, sur trois années minimum, peut être complétée par des formations complémentaires dans des domaines comme la sociologie ou encore la psychologie. Pourquoi ? Des chercheurs comme Patrick Declerck remarquent que les "aidants"

(comme les travailleurs sociaux, les bénévoles), s'ils n'apprennent pas à connaître ce public et à l'analyser, peuvent subir des frustrations telles qu'elles peuvent aboutir à des comportements dépressifs et/ou sadiques⁽¹⁾. Ils auront, par exemple, tendance à prononcer des fins de prise en charge brutales et régulières lorsque le résident n'arrive pas à réaliser les objectifs de la structure (voire parfois d'un chef de service "tout puissant"). L'accompagnement social peut donc au contraire être maltraitant si, par exemple, l'impulsion d'un chef de service est inadaptée.

L'indice d'évaluation d'une structure d'hébergement comme un CHRS⁽²⁾ peut se fixer sur le nombre de fins de prise en charge, lequel s'il est très élevé peut révéler un problème. C'était le cas, il y a encore quelques années, dans certaines structures où l'accompagnement n'était pas adapté, où les intervenants pas ou mal formés avaient des difficultés à analyser les situations et à prendre de la distance. Dans ce domaine, il est devenu nécessaire que le travail social se professionnalise pour éviter toute maltraitance. Quel accompagnement proposer alors ? Et à partir de quelles structures ? Ce sera le sujet du cinquième et dernier volet de notre série.

Olivier Delporte-Fontaine
Travailleur social au CHRS L'Élan à Osny (95)

⁽¹⁾ Declerck P., *Les Naufragés*, op. cit., p. 360 : "Ces cycles faits d'améliorations, d'évitements, de rechutes, de trahisons, d'exclusions, rythmant la relation de soin, usent les soignants et les poussent souvent vers des positions insidieusement dépressives et/ou sadique." - ⁽²⁾ Centre d'hébergement et de réinsertion sociale



Un Max d'infos, le journal du foyer de vie Les Jardins d'Epicure s'attache à partager les moments qui rythment le quotidien de l'établissement comme les ateliers cuisines ou des activités extérieures comme l'équitation (photo ci-dessus à gauche).

LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE (77)

Un Max d'infos au foyer de vie de la Ferté

Accompagner des personnes vieillissantes en situation de handicap mental et / ou psychique, c'est notamment les aider à s'ouvrir aux autres : résidents, voisins, familles. Et c'est la mission de Un Max d'infos, la gazette du foyer "Les Jardins d'Epicure".

Ouvert en 2012, le foyer de vie Les jardins d'Epicure accueille des personnes vieillissantes en situation de handicap mental et/ou psychique. Les résidents sont le plus souvent issus du secteur du travail protégé.

Dès 2012, l'équipe a pensé que l'ouverture de la structure sur son environnement et l'inscription des résidents dans la vie de la cité, pouvait passer par une communication écrite sur ce qu'est l'établissement, ceux qui l'occupent et ce que l'on peut y faire, que ce soit en termes d'activité ou de développement de partenariat.

D'où l'idée du magazine à destination des résidents, des familles et partenaires. Par ailleurs, nous constaterons rapidement que ce journal est aussi un bon moyen de maintenir voire de développer des capacités cognitives telles que la mémoire, le vocabulaire, la temporalité... ou de socialisation grâce au travail en groupe, à l'intérêt porté à "l'autre".

Pour le nom, c'est Max, le chien aujourd'hui disparu de l'un des résidents, devenu la mascotte du foyer, qui nous a inspirés. "Le journal sert à voir ce qu'on fait, à raconter les événements aux

autres", explique Robert, résident au foyer de vie et membre du comité de rédaction. "On montre comme ça les activités du foyer...". A la question "comment les résidents sont associés au journal ?", il explique : "on se réunit, on décide d'un événement qui a eu lieu, on discute de comment on va mettre en pages le journal", et ajoute : "on décide tout en groupe avant de faire un brouillon et c'est le père d'Olivier – un autre résident contributeur du journal – qui écrit sur l'ordinateur".

C'est l'équipe éducative qui, depuis l'origine, a porté cette initiative. Cependant en 2015 nous observions, avec quelques parents et partenaires du foyer, lors d'un conseil de vie sociale, qu'au milieu d'une floraison régulièrement renouvelée d'initiatives et de projets, le journal perdait son souffle, nécessitant l'intervention d'un parent.

Ainsi, Mathilde Delamarre, l'animatrice du journal, et le comité de rédaction constitué de Robert, Valérie, Didier, Dominique et Olivier, ont accueilli Jean-Pierre Dekeyser, parent de l'un des résidents, pour assurer la mission de synthèse et de mise en pages de l'ensemble du journal.

Un Max d'info rassemble toute une série d'informations récurrentes sur les activités comme les ateliers cuisine, tricot, l'équitation... et quelques sujets ponctuels lors des fêtes, cérémonies, compétitions sportives... Au sommaire du numéro 5, la remise de prix à notre résident Michel Ledoux, vainqueur d'une compétition inter-établissement de ping-pong, et la chorale vue par l'animatrice extérieure de l'atelier et les choristes eux-mêmes.

Jamal Attaf, Directeur du foyer de vie "Les Jardins d'Epicure"

DIRE C'EST AUSSI ÉCRIRE...

On pourrait légitimement s'interroger sur la pertinence d'un comité de rédaction avec des résidents dont les capacités d'écriture sont limitées voire absentes...

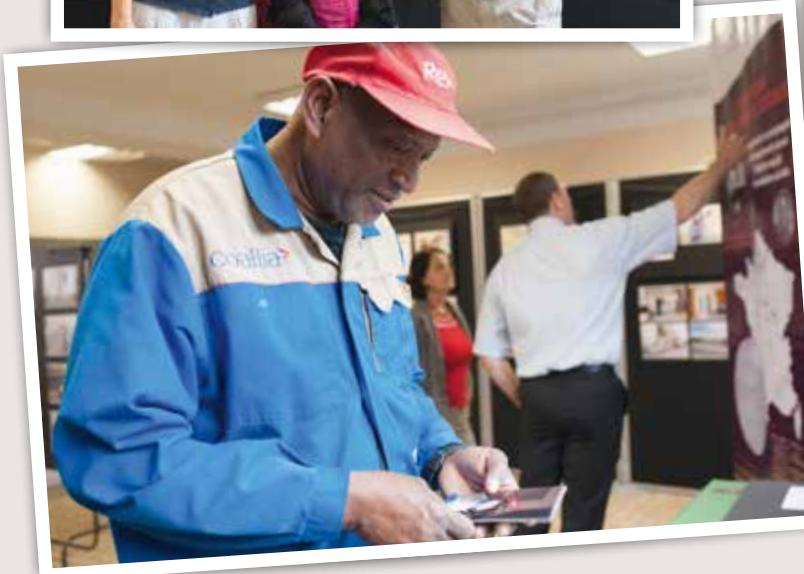
Rappelons donc que l'objet "journal" n'est pas la finalité du projet mais l'outil d'une expression partagée. Ainsi ce qui compte, c'est "le dire", le message. La participation est alors accueillie à la hauteur de ce qu'elle est, sans jugement et sans comparaison : une simple contribution parmi d'autres à un projet collectif...

LE CADA DE SARTROUVILLE OUVRE SES PORTES

Pour mieux faire connaître nos métiers et ouvrir l'établissement à son environnement local, nous avons organisé une journée portes ouvertes au centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) de Sartrouville, le 24 juin dernier. Grâce à Didier Vandon, Photographe amateur qui a poussé la porte du Cada en 2012 et en a réalisé un reportage au long cours, en accompagnant ses résidents dans leur vie quotidienne et dans les temps forts de la procédure d'asile, la journée s'est enrichie d'une belle expo photo.

Elle a reçu la visite de représentants de l'Etat (une délégation du Ministère de l'Intérieur, le Sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye), du corps enseignant (le principal du collège Romain Rolland, des directrices d'écoles élémentaires et maternelles), des représentants d'associations (Amnesty international, Secours populaire...) et des voisins du quartier. Merci à Didier et à tous ceux qui ont contribué à cette belle journée.

Brahim Afatach, Chef de service



PHOTOS : DIDIER VANDON